

Sessionsbericht – Frühlingsession 2011

Rapport de session – Session de printemps 2011

28.02. – 18.03.11

Von Julien Chavaz, Fraktionssekretär

Politik bedeutet nicht nur technische Geschäfte, sondern Ereignisse rund um den Globus können die Prioritäten von morgen bestimmen. Die Frühlingsession 2011 war geprägt von den tragischen Naturkatastrophen und vom Kampf um das Kernkraftwerk Fukushima in Japan. Da auf absehbare Zeit keine Mehrheiten für die Kernkraft zu gewinnen sind, muss die Zukunft zeigen, wie die Schweiz ihre Energieversorgung sicherstellen kann. Bei einem anderen prägenden Geschäft dieser Session hat das Parlament archaisch gestimmt – mit der Hilfe von CVP und einigen SVP-Politikern wurde die Buchpreisbindung wieder eingeführt. Dies trotz der vehementen Opposition durch die FDP-Liberale Fraktion. Einen Erfolg konnte unsere Fraktion hingegen bei der Minder-Initiative verbuchen, wo eine neue Steuer auf Boni verhindert werden konnte. Und schliesslich hat das Ja zum ersten Teil der 6. IV-Revision den Bundesrat in seinem Willen bestärkt, die Schulden der Sozialwerke abzubauen und dem Prinzip „Arbeit vor Rente“ zu folgen.

La politique n'est pas qu'une affaire de dossiers techniques. Les bouleversements du Monde fixent les priorités des chantiers qui s'ouvrent dès demain. La session de printemps 2011 a été tristement marquée par les catastrophes naturelles au Japon et les terribles accidents dans la centrale nucléaire de Fukushima. L'avenir dira comment la Suisse peut garantir son approvisionnement énergétique en tenant compte du fait que le remplacement des centrales nucléaires n'a désormais aucune chance de rassembler une majorité des citoyens. Dans les autres dossiers qui ont marqué cette session, le parlement s'est distingué par son archaïsme en votant – avec l'aide du PDC et d'une frange de l'UDC – le prix unique du livre, malgré l'opposition claire du groupe libéral-radical. Le Groupe libéral-radical a remporté des succès importants en refusant l'introduction d'un nouvel impôt dans le cadre de l'initiative Minder sur les salaires abusifs. Enfin, l'acceptation de la 6e révision de l'AI renforce le Conseil fédéral dans sa volonté de réduire les dettes de l'assurance et de privilégier le travail avant la rente.



1. Positionspapier Gesundheitspolitik – Parlamentarische Umsetzung

Certaines revendications de l'Assemblée des délégués du *PLR.Les Libéraux-Radicaux* de janvier 2010 ont été acceptées par le parlement :

- › **Pour une organisation indépendante nationale garantissant la qualité (motion)** – Tout comme le Conseil national précédemment, le Conseil des Etats a accepté la motion du Groupe libéral-radical visant la création d'une organisation indépendante nationale chargée de garantir la qualité du système de santé et de la publication de résultats destinés au public.
- › **Pour une agence nationale de Health Technology Assessment (motion)** – Le Conseil des Etats a accepté la motion du Groupe libéral-radical visant la création d'une véritable agence nationale de Health Technology Assessment qui sera chargée d'analyser l'impact économique (rapport coût-utilité, coût-efficacité, etc.) des nouvelles technologies et prestations médicales.

2. Bürokratie-Stopp – Parlamentarische Umsetzung

In Umsetzung unseres Bürokratie-Stopp-Projekts hat die FDP-Liberale Fraktion den Bundesrat angefragt, im Rahmen welcher Frist er die von der überwiesenen Motion Stähelin (07.3615) geforderte materielle Entrümpelung des Bundesrechts in Angriff nehmen will.

3. Weissgeldstrategie – Parlamentarische Umsetzung

Die FDP-Liberale Fraktion kann einen weiteren Erfolg der von der Partei verabschiedeten Weissgeldstrategie verbuchen: Nach dem Ständerat beschloss auch der Nationalrat mit 106:54:1, dass der Bundesrat eine umfassende Revision des Steuerstrafrechts ausarbeiten soll. Die grosse Kammer überwies eine entsprechende Motion des FDP-Ständerats Rolf Schweizer an den Bundesrat. Darin wird gefordert, dass zwar innerhalb der Schweiz an der Unterscheidung zwischen Steuerbetrug und Steuerhinterziehung festgehalten werden soll; der Bundesrat soll aber bei den Strafmassen eine Neugewichtung vornehmen, die sich am Verschulden der Steuerhinterzieher orientiert.

4. Positionspapier Energieeffizienz, Klimaschutz und Versorgungssicherheit – Parlamentarische Umsetzung

National- und Ständerat haben sich beim indirekten Gegenvorschlag zur Offroader-Initiative geeinigt. Der Ständerat hat die letzte Differenz ausgeräumt, die Vorlage ist bereit für die Schlussabstimmung. Die Offroader-Initiative der Jungen Grünen will Autos verbieten, die mehr als 250 Gramm CO₂ pro Kilometer ausstossen oder über 2,2 Tonnen schwer sind. Der indirekte Gegenvorschlag sieht einen Grenzwert vor: Bis im Jahr 2015 dürfen neu zugelassene Autos durchschnittlich nur noch 130 Gramm CO₂ pro Kilometer ausstossen. Für Autos, welche diese Vorgabe nicht erfüllen, müssen Hersteller und Importeure zahlen. Für die FDP-Liberale Fraktion ist damit der Beschluss der DV von Lugano im Juni 2010 umgesetzt, welche diese CO₂-Reduktion forderte. Vor diesem Hintergrund wird sich die FDP gegen weitere Bürokratie im Bereich der Fahrzeuge wehren, insbesondere bei der Umweltetikette und bei der Verkehrssicherheit. Für die Initianten kommt ein Rückzug der „Offroader-Initiative“ wohl nur dann in Frage, wenn weitere Massnahmen zur Verkehrssicherheit getroffen werden.

5. Fond monétaire international (FMI) : augmentation des crédits de la Suisse

Avec l'appui du Groupe libéral-radical, le Conseil national a décidé d'approuver les crédits du FMI. Ces crédits sont nécessaires et montrent l'intérêt de la Suisse à la stabilité financière et monétaire



internationale. La compétitivité de la place financière suisse dépend de cette stabilité. Pour les Libéraux-Radicaux, il faut prendre en compte le fait que la Suisse est une place financière qui profite à l'ensemble de ses habitants et à l'ensemble des secteurs économiques de notre pays. Elle est donc garante de nombreux emplois. Les montants importants des crédits d'engagement sont liés au fait que la Suisse dispose d'un siège au Conseil d'administration du FMI. Pour le PLR, si la situation devait changer et si la Suisse devait perdre cet avantage, elle devrait alors reconsidérer les modalités de sa participation au sein de cette institution.

6. Bundesgesetz über die Krankenversicherung. Teilrevision. Managed-Care

Par 129:52, le Conseil national a maintenu l'obligation pour les assureurs de fournir des réseaux de soins intégrés. Le Groupe RL a majoritairement soutenu cette obligation, conformément à la décision prise par l'Assemblée des délégués du parti en janvier 2010. Par 95:80, le Conseil national a également maintenu sa position s'agissant de la participation aux coûts (quote-part): la variante 10%-20% a été retenue (Groupe RL: 23:5). Les députés ont refusé par 111:68 de fixer dans la loi le montant maximum annuel à payer par les assurés. Le Conseil des Etats souhaitait fixer le total à 1'000 francs pour les patients hors réseaux de soins et à 500 francs pour les autres. Le Conseil national a en revanche accepté par 115:61 et à l'unanimité du Groupe RL d'élargir à toutes les formes particulières d'assurance la possibilité pour une caisse maladie de proposer des contrats allant jusqu'à trois ans. Ceux d'un an devraient être maintenus. Contrairement au Conseil des Etats, le Conseil national n'a pas voulu couper dans les possibilités de changer de caisse au cours de ces trois ans. Pour pouvoir changer d'assureur et de forme d'assurance en tout temps, l'assuré devra s'acquitter d'une taxe de sortie. Enfin, le Conseil national a précisé que les caisses ne pourront ni gérer, ni avoir de participation financière dans des institutions dispensant des traitements médicaux aux assurés. Le PLR soutient la réforme offrant un grand potentiel d'économies car s'attaquant à l'augmentation des coûts de la santé.

7. 6. IV-Revision. Erstes Massnahmenpaket

Les chambres ont adopté la révision 6a de l'AI par 125:57:9 (Conseil national) et par 33:7:3 (Conseil des Etats) à la grande satisfaction du Groupe RL qui s'est prononcé unanimement en faveur de cette révision. Cette dernière comprend des mesures qui contribuent à la consolidation financière de l'assurance avec une révision des rentes axée sur la réadaptation, un nouveau mécanisme de financement, une baisse des prix dans le domaine des moyens auxiliaires et une contribution d'assistance afin de favoriser l'autonomie et la responsabilité des personnes handicapées. Le Conseil national avait auparavant éliminé par 88:75 la dernière divergence, soit renoncer à la possibilité de créer des commissions consultatives destinées à soutenir les offices AI. Quant au Conseil des Etats, il avait de son côté soutenu par 24:17 un réexamen des rentes des personnes ayant obtenu une rente AI à la suite d'un coup du lapin ou de certaines maladies psychiques. Le PLR soutient cette réforme juste et nécessaire permettant des économies de 500 mio de frs. par an. La situation financière de l'AI n'a cessé de se détériorer ces dernières années: sa dette à l'égard de l'AVS devrait à fin 2010 atteindre 15 mia de frs. pour un déficit annuel d'environ 1 mia de frs.

8. Indirekter Gegenentwurf zur Volksinitiative „gegen die Abzockerei“

Der Nationalrat hat korrigiert, was in der Kommission für Rechtsfragen falsch lief. Er ist mit 100:88:1 auf Vorlage 1 des indirekten Gegenentwurfs zur Minder-Initiative eingetreten, die keine Bonussteuer enthält. Auf Vorlage 2 mit Bonussteuer ist er mit 97:92:2 nicht eingetreten. Diese Entscheide zeigen: Der Nationalrat will keine neuen, zusätzlichen Steuern und Boni. Ein solche Steuer würde den Wirtschaftsstandort Schweiz schwächen und zahlreiche Arbeitsplätze gefährden. Dagegen hat sich die FDP seit Beginn der Beratungen kategorisch gewehrt. Die FDP-Liberale Fraktion engagiert sich wei-

terhin für eine vernünftige Lösung gegen Boni-Exzesse. Das gelingt durch die Stärkung der Aktionärsrechte – und nicht durch starre Regeln, welche die Schweizer Unternehmen schädigen. Opportunistischer Aktionismus ist hier völlig fehl am Platz und gefährlich. Der Beschluss des Nationalrates ist deshalb eine richtige und wichtige Weichenstellung für die künftigen Beratungen. In der Detailberatung muss nun ein wirtschaftsverträglicher Gegenvorschlag ausgearbeitet werden. Ein liberales Aktienrecht ist ein zentraler Faktor im internationalen Standortwettbewerb, denn Unternehmen siedeln sich dort an, wo sie die besten Rahmenbedingungen vorfinden. Davon profitiert die ganze schweizerische Volkswirtschaft.

9. Volksinitiative „Für ein gesundes Klima“ und Gegenvorschlag. CO2-Gesetz.

Zu Beginn der Debatte um eine Revision des CO₂-Gesetzes als Gegenvorschlag zur Klimainitiative stand das Reduktionsziel für die Gesamtemissionen des Treibhausgases CO₂ im Zentrum. Der Bundesrat möchte, unterstützt von der FDP, den Ausstoss bis 2020 um mindestens 20 Prozent senken, die Klimainitiative um 30 Prozent, immer gemessen am Referenzjahr 1990. Der Bundesrat setzt auf einen Mix aus Massnahmen im In- und Ausland (Kauf von Emissionszertifikaten). Die Volksinitiative setzt hingegen ganz auf Massnahmen im Inland mit einem Reduktionsziel von 30%. Beschlossen wurde mit 26:16 inklusive der Unterstützung einiger FDP Vertreter, wonach gegenüber dem Referenzjahr 1990 das CO₂ um 20% reduziert werden muss, und zwar vollumfänglich im Inland. Geht die EU weiter, kann der Bundesrat das Ziel auf 40% erhöhen, wobei dann 75% der zusätzlichen Reduktion im Ausland realisiert werden dürfen.

Knapper wurde es bei den Massnahmen: Bei der CO₂-Abgabe auf Heizöl und anderen Brennstoffen war der Ständerat allerdings zurückhaltender. Eine Erhöhung der Abgabe lehnte er mit 22:13 ab. Hier setzte sich die FDP durch, die vor einem starken Anstieg der Nebenkosten warnte. Wie schon der Nationalrat, ging der Ständerat sogar noch hinter das geltende Gesetz zurück, das dem Bundesrat eine Erhöhung der Abgabe auf bis zu 210 Franken pro Tonne CO₂ erlaubt. Der Räte beschliessen stattdessen einen Abgabesatz von 36 Franken und einen Höchstsatz von 120 Franken pro Tonne. Trotz der Warnungen der FDP, dass damit der Benzinpreis bereits 2013 um 28 Rappen steigt, soll nach dem Willen des Ständerates eine CO₂-Abgabe auf Benzin und Diesel eingeführt werden. Die FDP setzt statt auf nutzlose Benzinpreiserhöhungen auf die wirkungsvolle Sanierung von Altbauten. Denn im Gebäudebereich werden 45% der fossilen Energie verbraucht – hier sind Einsparungen am einfachsten und ohne Schröpfung der Bürger zu erzielen. Eine Abgabe auf Benzin und Diesel ist schon im geltenden Recht vorgesehen, wurde aber nie eingeführt. Stattdessen erhebt die Erdölbranche einen «freiwilligen» Klimarappen, der grösstenteils in Projekte im Ausland fliesst. Diesem von der FDP unterstützten Instrument wird nun durch das auf das Inland ausgerichtete Reduktionsziel die Grundlage entzogen.

10. Ressourcen- und Lastenausgleich zwischen Bund und Kantonen 2012-2015

Der Nationalrat debattierte über die Festlegung des Ressourcen- und Lastenausgleichs zwischen Bund und Kantonen für die Beitragsperiode 2012–2015. Dabei wurde hart um die Verteilung von 112 zusätzlichen Millionen im Neuen Finanzausgleich (NFA) gerungen. Überraschend hat der Nationalrat mit 87:73 beschlossen, die zusätzlichen Mittel vollumfänglich Kantonen mit grossen Städten zuzusprechen. Dieses Geld zahlt der Bund zwischen 2012 und 2015 jährlich zusätzlich in den Finanzausgleich ein, denn nach der Einführung des NFA zeigte sich, dass die Kantone stärker belastet werden als früher. Auch Teile der FDP-Fraktion haben das Anliegen unterstützt, wonach die Belastung der ressourcenstarken Geberkantone durch Verwendung der zusätzlichen Gelder für den Ressourcenausgleich zugunsten der grossen Zentrums Kantone gemildert werden soll.

Die Linke, aber auch die SVP nahmen die Vorlage zum Anlass, auch an anderen Ecken und Enden des NFA zu schrauben. Ihnen war jedoch wenig Erfolg beschieden. So lehnte es die grosse Kammer

klar ab, den Nehmerkantonen zu verbieten, die Steuern unter das Mittel der Geberkantone zu senken, oder aber ihnen in dem Fall die Mittel zu kürzen. Erfolglos war auch der Antrag zur Einführung von Mindeststandards, damit Leistungen nicht von Kanton zu Kanton auseinanderklaffen. Die FDP-Liberale Fraktion begrüsst diese Entscheide. Das grundlegende Prinzip des NFA ist es, den Kantonen einen Handlungsspielraum zu geben, sodass sie in den Bereichen der Aufgabenerfüllung und -finanzierung Eigenverantwortung wahrnehmen können. Dazu müssen die Kantone bei der Mittelverwendung frei sein.

11. OR. Aktien- und Rechnungslegungsrecht

Revisionsrecht: Die FDP-Fraktion ist nachgewiesenermassen die KMU-freundlichste Gruppierung. Der Einsatz der FDP für kleine und mittlere Unternehmen hat sich einmal mehr gelohnt. Der Ständerat ist dem Nationalrat gefolgt und hat neue Schwellenwerte festgelegt, ab denen KMU verpflichtet sind, solche Revisionen durchzuführen. In Zukunft müssen weniger kleine und mittlere Unternehmen (KMU) eine ordentliche Revision ihrer Rechnung vornehmen als heute. Innert kurzer Zeit entlässt damit das Parlament zum zweiten Mal zahlreiche KMU aus der Revisionspflicht. Damit ist die bedeutendste Differenz in diesem Geschäft bereinigt. Wegen unterschiedlicher Auffassungen über den Zeitpunkt des Inkrafttretens muss die Vorlage nochmals zurück in den Nationalrat.

Rechnungslegungsrecht: Einzelunternehmen und Personengesellschaften müssen in Zukunft von Gesetzes wegen nur noch eine ordentliche Buchhaltung führen, wenn sie mehr als 500'000 Franken Umsatz erzielen. Der Ständerat hat sich darin mit 24:12 dem Nationalrat angeschlossen. Die Erhöhung dieses Schwellenwerts bei der Buchführungspflicht ist ein wichtiger Schritt. Das neue Rechnungslegungsrecht geht aber mit zahlreichen Differenzen zurück an den Nationalrat.

12. Konsolidierungsprogramm 2012-2013

Der Ständerat will auf Teile des vom Bundesrat letztes Jahr aufgegleisten Sparprogramms verzichten. Die Kleine Kammer beschloss einstimmig, nicht auf 50 kurzfristige Sparmassnahmen im Umfang von 280 Millionen Franken einzutreten. Der Ständerat folgte der Argumentation der Finanzministerin, wonach diese Sparmassnahmen aufgrund der guten Finanzlage nicht mehr notwendig sind: Dank der guten konjunkturellen Erholung rechnet der Bund in den Jahren 2012 bis 2014 statt mit strukturellen Defiziten nun mit Überschüssen von 1,2 Milliarden im Jahr 2012, respektive 200 und 400 Millionen Franken in den Folgejahren. Damit geht die Vorlage an den Nationalrat. Es ist davon auszugehen, dass dieser dem Entscheid des Ständerates folgen wird.

Zwar hat die FDP den Entscheid mitgetragen, jedoch möchten wir davor warnen, angesichts der erfreulichen Budgetentwicklung die finanzpolitischen Zügel schleifen zu lassen. Die langfristigen Massnahmen aus den Aufgaben sind nach wie vor nötig und sinnvoll, um den finanzpolitischen Spielraum zu erhalten. Sollte sich die Finanzlage wieder verschlechtern, dann müssten auch die jetzt «sistierten Massnahmen» wieder reaktiviert werden. Das gute Rechnungsergebnis darf jetzt nicht dazu führen, dass Begehrlichkeiten zunehmen und die Ausgabenentwicklung erneut ausser Kontrolle gerät. Die von Links vorgeschlagene Lockerung der Schuldenbremse beim Ausgleichskonto wird abgelehnt. Überschüsse sind konsequent für den Schuldenabbau einzusetzen. Den Weg der Tugend von Alt-Bundesrat Merz mit dem Abbau von 20 Mia. Fr. Schulden darf seine Nachfolgerin nicht verlassen.

13. Regulierung der Bücherpreise

Nach jahrelangem Ringen wird jetzt die Buchpreisbindung wieder eingeführt, und zwar auch im Internethandel. In der Schlussabstimmung sprach sich mit einem Verhältnis von 98:86 eine knappe Mehrheit dafür aus. Die FDP bedauert diesen Entscheid sehr. Mit der Buchpreisbindung werden hohe Prei-

se zementiert und der Markt abgeschottet. Eine solche Strukturhaltungspolitik geht zulasten der Konsumenten und schadet gerade dem Buch als wichtigem Kulturgut. Dieses wettbewerbsfeindliche Gesetz wurde von der FDP-Liberalen Fraktion aus diesen Gründen entschieden bekämpft. Ein überparteiliches Komitee von Jungfreisinnigen, JSVP und Exponenten der Grünliberalen und Piratenpartei sowie Nationalräten der FDP und SVP ergreift nun das Referendum gegen die Wiedereinführung der Preisbindung.

14. Vereinigte Bundesversammlung

Bundesgericht. Wahl eines hauptamtlichen Mitglieds – Mit 186 Stimmen hat die Bundesversammlung den Waadtländer **Kantonsrichter Christian Denys (Grüne)** als hauptamtlichen Bundesrichter gewählt.

Stellvertretender Bundesanwalt / stellvertretendes Bundesanwältin. Wahl – Die Vereinigte Bundesversammlung hat **Maria-Antonella Bino (FDP)** als zweite stellvertretende Bundesanwältin gewählt. Es war das erste Mal, dass das Parlament ein Amt bei der Bundesanwaltschaft besetzte. Bisher war dafür der Bundesrat zuständig gewesen.

Bundesverwaltungsgericht. Gesamterneuerung 2013–2018. – **Contessina Theis (Grüne)** wurde mit 182 Stimmen als hauptamtliche Bundesverwaltungsrichterin gewählt. Theis hat als Gerichtsschreiberin am Bundesverwaltungsgericht gearbeitet. Ebenfalls als Bundesverwaltungsrichter wurde mit 197 Stimmen **Daniel Willisegger (SVP)** gewählt. Er amtet als Ersatzrichter am Bezirksgericht Winterthur und am Zürcher Obergericht. Alle 67 amtierenden Richterinnen und Richter am Bundesverwaltungsgericht wurden für die Periode 2013 bis 2018 bestätigt.

15. Geschäfte beider Räte

Öffentliche Entwicklungshilfe. Erhöhung – Après le Conseil des Etats, le Conseil national a accepté, par 110 voix contre 76, malgré l'opposition du Groupe libéral-radical, d'augmenter l'aide fournie aux pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique. Il a complété le crédit-cadre de 730 millions de francs approuvé en 2007, en accordant 290 millions supplémentaires. Cette hausse doit permettre de poursuivre cette aide jusqu'à fin 2012.

Sportförderungsgesetz sowie Informationssysteme des Bundes im Bereich Sport. Bundesgesetz – Le Conseil national a, par 115:41 et contre l'avis du Groupe libéral-radical (17:7:1), maintenu sa position: la Confédération doit imposer trois leçons de sport par semaine à l'école obligatoire. Le Conseil des Etats s'y est opposé par 25:11. L'objet doit donc repasser au Conseil national qui se prononcera à nouveau sur cette divergence lors de la session extraordinaire du mois d'avril.

Pensionskasse SBB. Sanierung – Der Bund leistet einen Beitrag von 1,148 Milliarden Franken an die Sanierung der SBB-Pensionskasse. Nachdem der Nationalrat mit einer klaren Mehrheit von 133:42:7 dem Ständerat folgte und das Sanierungskonzept des Bundesrates guthiess, konnte das Geschäft in der Schlussabstimmung mit 137:46 definitiv verabschiedet werden. Die FDP sprach sich ursprünglich in der Vernehmlassung gegen eine Sanierung der SBB-Pensionskasse mit Steuergeldern aus. Jedoch hat sich herausgestellt, dass es wohl zum Konzept des Bundesrates keine Alternative gibt, da die heutige Unterdeckung nicht stehengelassen werden kann, bzw. die SBB die Lücke nicht alleine schliessen kann. Damit stimmte die FDP dem Sanierungskonzept – wenn auch ohne grosse Überzeugung – zu. Umso wichtiger ist jetzt, dass künftige, durch die Steuerzahler finanzierten Kapital-spritzen, für Pensionskassen des Bundes oder bundesnahe Betriebe definitiv für immer ausgeschlossen werden. Zur Freude der FDP wurde eine diesbezügliche Motion der Finanzkommission des Nationalrates in der grossen Kammer mit 115:63:4 angenommen.

Bundesgesetz über Banken und Sparkassen (Sicherung der Einlagen) – Die 2008 beschlossenen Sofortmassnahmen für den besseren Einlegerschutz können ins ordentliche Recht überführt werden. Beim Konkurs einer Bank werden demnach Sparguthaben bis zu 100'000 Fr. – und nicht wie bis anhin bis 30'000 Fr. – rückerstattet. Der Entscheid zur entsprechenden Änderung des Bankengesetzes erfolgte in der Schlussabstimmung einstimmig. Nachdem im Nationalrat Minderheitsanträge zur Erhöhung der Obergrenze der gesicherten Einlagen auf 10 Mia oder für einen Sicherungsfonds chancenlos blieben und sich beide Räte darauf einigen konnten, den Betrag von sechs Milliarden Franken zur Sicherung der gesamthaft ausstehenden Beitragsverpflichtungen nicht periodisch den gesamthaft ausstehenden Beitragsverpflichtungen anzupassen, konnte das Geschäft abgeschlossen werden.

Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb – Lautere und transparente Geschäftspraktiken sind Voraussetzung für eine gut funktionierende Marktwirtschaft. Der Nationalrat hat der Revision des Gesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG) deutlich zugestimmt. Er unterstützt damit die Verbesserung des Schutzes gegen einzelne unlautere Geschäftspraktiken (Registereinträge und Schneeballsysteme). Verschärfte Regeln bei den Allgemeinen Geschäftsbedingungen (AGB) kippt er allerdings aus der Vorlage und verhindert damit eine komplizierte Überprüfung, die ausser viel Bürokratie wenig gebracht hätte. Die Kommission für Rechtsfragen des Ständerates hat deshalb einen Kompromissvorschlag erarbeitet. Der Vorschlag des Bundesrates wurde in zweierlei Hinsicht entschärft: Der Geltungsbereich der Bestimmung wurde auf das Verhältnis zu Konsumenten eingeschränkt, sodass gewerbliche Abnehmer, die auch von den AGB betroffen sein können, nicht mehr erfasst sind. Darüber hinaus wird auf Buchstabe a verzichtet, indem verankert worden war, dass unlauter sein könne, wenn in Treu und Glauben verletzender Weise von der gesetzlichen Ordnung erheblich abgewichen werde. Der Ständerat hat diesem Kompromissvorschlag zugestimmt. Mit der Reduktion von Art. 8 der AGB-Kontrolle auf Konsumentenverträge im Kompromissvorschlag wurde eine wichtige Hürde abgebaut. Die Vorlage geht nun zur Differenzbereinigung in die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates.

Indirekter Gegenentwurf zu den Volksinitiativen „Eigene vier Wände dank Bausparen“ und Bauspar-Initiative – Der Ständerat hat mit Stichentscheid des Präsidenten einen Gegenentwurf zur Bausparinitiative sowie der Initiative „Eigene vier Wände dank Bausparen“ verabschiedet. Dieser will Bausparen während 10 Jahren steuerlich begünstigen, wenn danach innerhalb von fünf Jahren mit dem Geld Wohneigentum gekauft wird. Ansonsten müssen die Steuern nachbezahlt werden. Die FDP begrüsst diesen Entscheid. Bereits in der Vernehmlassung wurde der indirekte Gegenvorschlag ausdrücklich unterstützt. Das Geschäft geht nun an den Nationalrat. Stimmt dieser dem Gegenvorschlag zu, haben die beiden Komitees angekündigt, ihre Initiativen zurückzuziehen. Mit 99:52:1 stimmte der Nationalrat derweil einer Fristverlängerung für die beiden Volksinitiativen zum Bausparen zu. Die Verlängerung ist gemäss dem Verfahren nötig, damit nun die WAK-N über den indirekten Gegenvorschlag aus dem Ständerat befinden kann. Die Vorlage wird anschliessend im Sommer oder Herbst im Nationalrat behandelt

16. Geschäfte des Nationalrats

Forschung am Menschen – Le Conseil national a adopté par 149:13 la loi sur la recherche sur l'être humain qui concrétise l'article constitutionnel soutenu par 77% des Suisses. Le Conseil national s'est en de nombreux points rallié à la position du Conseil fédéral. L'objet doit désormais passer au Conseil des Etats. Le Groupe libéral-radical a soutenu cette version à l'unanimité. Il s'engage pour une loi favorisant la recherche: la Suisse doit bénéficier d'une forte reconnaissance internationale.

Bankgeheimnis – Die Schweiz soll bei den Verhandlungen über die Doppelbesteuerungsabkommen gleich lange Spiesse wie etwa die als Steueroasen geltenden US-Staaten Delaware oder Nevada oder die englischen Oasen Jersey, Guernsey oder die Cayman-Inseln erhalten. Der Nationalrat stimmte einer CVP-Motion mit dieser Forderung knapp mit 81:75:12 zu. Diese Länder kennen statt der Kombination Bankkundengeheimnis und Amtshilfebeschränkung andere Regelungen, um den Schutz

der Privatsphäre von Bankkunden zu gewährleisten. Die FDP unterstützt zwar das Anliegen, dass für den Schweizer Finanzplatz gleiche lange Spiesse gelten sollen wie für unsere Konkurrenz. Jedoch schränkt die Motion den Bundesrat in seinem Aushandlungsspielraum zu sehr ein.

Affaire UBS – Après le Conseil des Etats, le Conseil national a transmis, par 151:3 voix, avec le soutien unanime du Groupe libéral-radical, une motion qui exige que les séances du gouvernement fassent désormais toujours l'objet de procès-verbaux. Le texte, qui émane des commissions de gestion suite à l'affaire UBS, charge le Conseil fédéral de présenter une révision de la loi sur l'organisation du gouvernement en ce sens.

Befreiung der Wandelanleihen von der Verrechnungssteuer und der Stempelabgabe – Der Nationalrat hat eine auf die Initiative der FDP zurückgehende Motion mit 122:57 überwiesen welche verlangt, dass Pflichtwandelanleihen, welche Banken zur Erfüllung aufsichtsrechtlicher Eigenmittelvorschriften emittieren, von der Verrechnungssteuer und der Stempelabgabe zu befreien sind. Mit dieser Massnahme werden die steuerlichen Rahmenbedingungen geschaffen, damit in der Schweiz ein funktionierender Markt für Pflichtwandelanleihen (CoCos) entstehen kann. Die CoCo-Bonds sind ein wesentlicher Pfeiler der Eigenkapitalvorschriften der "Too big to fail"-Vorlage. Zwar will auch der Bundesrat im Rahmen der "Too big to fail"-Vorlage das Verrechnungssteuerwesen in der Schweiz grundlegend revidieren. Da aber die Umsetzung eines solchen Systemwechsels wahrscheinlich mehr Zeit in Anspruch nehmen wird, begrüsst die FDP die Überweisung der Motion als einen wichtigen Schritt zur Lösung des Too big to fail-Problems.

Übereinkommen des Europarates über die Cyberkriminalität. Genehmigung und Umsetzung – Die vom Bundesrat bereits 2001 unterzeichnete Konvention bezweckt eine materielle Harmonisierung des Strafrechts zwischen den Staaten: Neben Kinderpornografie müssen auch Computerbetrug, Datendiebstahl, die Verletzung von Urheberrechten oder «Hacking» bestraft werden. Da die Schweiz die meisten dieser Voraussetzungen bereits erfüllt, macht der Beitritt nur geringfügige Anpassungen von Strafrecht und Verfahrensbestimmungen nötig. Nach dem Ständerat hat nun auch der Nationalrat die Cybercrime-Konvention des Europarats mit 117:30 genehmigt. Der Entwurf wurde in der Schlussabstimmung mit 179:8 angenommen. Die Genehmigung des Übereinkommens ist eine wichtige Weichenstellung, denn Internet-Kriminalität als grenzüberschreitendes Phänomen muss auch grenzüberschreitend bekämpft werden.

Banques de développement – comme la Chambre des cantons, le Conseil national a accepté, par 123:58, avec l'appui du PLR. *Les Libéraux-Radicaux* une participation suisse aux augmentations de capital des banques multilatérales de développement. Elle prévoit un engagement de 3,5 milliards de fr., dont 167 millions à verser sur une période de huit ans pour financer l'aide publique au développement, le solde constituant le capital de garantie.

Vereinfachte Ausübung der politischen Rechte für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer – Für die Auslandschweizer soll es eine administrative Vereinfachung bei der Ausübung ihrer politischen Rechte geben. Diesem Bürokratieabbau hat der Nationalrat zugestimmt. Schon bald müssen sich die Auslandschweizer, die regelmässig an Abstimmungen und Wahlen teilnehmen, nicht mehr alle vier Jahre wieder ins Wahlregister eintragen lassen, sei es schriftlich oder direkt.

Bundeskompentenz für Mindestzahl von Studienplätzen an medizinischen Fakultäten – Le Conseil national a approuvé tacitement une motion chargeant le Conseil fédéral de créer les bases juridiques qui permettent de fixer un nombre minimal de places d'étudiants dans les facultés de médecine en Suisse et de lier ces places à l'octroi de fonds fédéraux aux facultés de médecine en Suisse, pour assurer le renouvellement du corps médical.

Psychologieberufegesetz – Les chambres fédérales ont adopté la nouvelle loi sur les professions relevant du domaine de la psychologie. Les deux conseils ont accepté le projet en vote final par 182:4 voix, avec 3 abstentions (CN) et par 33:0 voix avec 1 abstention (CE). Le Groupe libéral-radical s'est rangé à l'unanimité derrière le projet. Le Conseil national s'était en effet, au cours de la session, rallié

à la position du Conseil des Etats par 144:3 (Groupe libéral-radical unanime). Un diplôme universitaire sera désormais nécessaire à l'avenir pour bénéficier du titre de psychologue. Cette loi vise à améliorer la protection de la santé publique et des consommateurs.

Bahnreform 2 – Mit der Bahnreform 2 werden die technischen Hindernisse im grenzüberschreitenden Schienenverkehr abgebaut. Der Nationalrat ist den Vorschlägen des Bundesrats zur Anpassung des Schweizer Schienennetzes an den EU-Standard in weiten Teilen gefolgt und hat den zweiten Teil der Bahnreform 2 mit 162:1 gutgeheissen. Umstritten in der Vorlage war die Frage, wie weit der Netzzugang für Anbieter von Güterverkehrsleistungen geöffnet werden soll. Die FDP unterstützte den Bundesrat, der sich vom diskriminierungsfreien Zugang aller Firmen für das gesamte Netz bessere Angebote im Güterverkehr verspricht. Der linke Antrag wurde deutlich abgelehnt. Weiter umstritten war die Frage, ob und wann ÖV-Angebote auf der Schiene und der Strasse öffentlich ausgeschrieben werden müssen. Die FDP setzte sich, zusammen mit den anderen bürgerlichen Parteien, mit 92:69 durch und sprach sich für die Ausschreibungen beim Busverkehr aus. Künftig sollen die Kantone Buslinien in der Regel ausschreiben müssen. Der Nationalrat hat dabei die Ausnahmen ausdrücklich im Gesetz festgehalten. So soll es etwa bei Konzessionsänderungen nicht zu neuen Ausschreibungen kommen. Zudem hat sich die grosse Kammer dafür ausgesprochen, dass darauf verzichtet werden kann, wenn mit dem Transportunternehmen eine Zielvereinbarung abgeschlossen wurde und diese auch eingehalten wird. Schliesslich wurde die Gelegenheit genutzt, im Rahmen der Bahnreform 2 die Bussen gegen Schwarzfahrer auf eine solide gesetzliche Grundlage zu stellen. Sie trägt damit einem Bundesgerichtsentscheid Rechnung, der zur allgemeinen Überraschung zum Schluss gekommen ist, dass die Strafandrohung im Personenbeförderungsgesetz wegen der missverständlichen Formulierung für die Verhängung einer Busse nicht ausreicht. Dies wurde nun korrigiert. Knapp - mit 79:77:5 - wurde verhindert, dass bei der Festlegung von Angeboten des öffentlichen Verkehrs in Zukunft auch der Nachfrage Rechnung getragen werden muss.

Ferien – Der Nationalrat debattierte ausgiebig über die Ferienansprüche. Von einer gesetzlich verordneten Erhöhung des Ferienanspruchs will die Mehrheit der grossen Kammer in Übereinstimmung mit der FDP nichts wissen. Der Nationalrat empfiehlt die populäre Volksinitiative „Sechs Wochen Ferien für alle“ des Gewerkschaftsdachverbandes TravailSuisse mit 110:61:3 ebenso zur Ablehnung wie einen Gegenvorschlag mit fünf Wochen Ferien, welcher mit 110:64 abgelehnt wurde. Auch zur Idee, Personen ab 50 Jahren einen Anspruch auf fünf Wochen Ferien zu gewähren, sagte der Rat mit 100:72:2 nein. Die FDP begrüsst diesen Entscheid. Staatlich verordnete Ferien sind falsch. Besser sind individuell oder sozialpartnerschaftlich ausgehandelte Lösungen.

Sicherheitspolitik der Schweiz. Bericht – Richtig zufrieden mit dem Bericht ist die FDP nicht. Für die FDP handelt es sich offensichtlich um den kleinsten gemeinsamen Nenner im Bundesrat. Die FDP ist der Meinung, dass der Bericht richtig festhalte, dass sich die Risiken verändert hätten, doch ziehe der Bundesrat daraus keine Konsequenzen. Weiter kritisierte die FDP, dass zahlreiche Fragen zur internationalen Kooperation offen blieben. Bei Migrationsströmen oder Cyberwar sind die Landesgrenzen nicht die Sicherheitsgrenzen, ist Corina Eichenberger (FDP/AG) überzeugt. Die Rückweisanträge wurden aber mit Unterstützung der FDP mit 122:24 und 130:17 klar abgelehnt. Für die FDP war entscheidend, dass der Armeebericht nicht weiter verzögert wurde.

Fernsekanal zur Stärkung der gegenseitigen Verständigung und des nationalen Zusammenhaltes – Das Schweizer Fernsehen soll mehr für den Zusammenhalt unter den Sprachregionen der Schweiz tun, dafür aber keinen besonderen Kanal schaffen müssen. Der Bundesrat soll über die entsprechenden Anstrengungen bis Ende 2012 Bericht erstatten. Der Nationalrat unterstützte am Mittwoch als Zweitrat eine entsprechende Motion von Ständerat Theo Maissen (CVP/GR) - allerdings auf Initiative von Tarsizius Caviezel (FDP/GR) in abgeänderter Form. Dabei folgte er der Mehrheit der Fernmeldekommission. Im Motionstext von Maissen strich die grosse Kammer die Forderung nach einem "schweizerischen Fernsehkanal", der in den Sprachregionen ausgestrahlte Sendungen wieder-

verwerten sollte - mit Untertiteln in den anderen Landessprachen oder synchronisiert. Gemäss Tarzsius Caviezel ist ein eigener Fernsehkanal zum Nischendasein verdammt und das wäre zu teuer

Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetz. Teilrevision – Mit der Teilrevision dieses relativ jungen Gesetzes wird den bei der Umsetzung festgestellten Mängeln und Lücken Rechnung getragen, dies hauptsächlich in den Bereichen Einsätze und Ausbildungsdienste sowie bei den Schutzbauten. Der Bundesrat hatte vorgesehen, die Baupflicht für Schutzräume dort aufzuheben, wo bereits genügend Schutzraumplätze vorhanden sind. Im Gegenzug müssten befreite Bauherren Ersatzbeiträge leisten. Mit der Unterstützung der FDP werden somit die Kosten für Private und die öffentliche Hand beim Bau von Schutzbauten markant gesenkt, insbesondere weil der Nationalrat mit 82:68 Stimmen dank der Unterstützung der FDP (RL 17:5) die Baupflicht für Private aufgehoben hat.

17. Geschäfte des Ständerats

Für Geldspiele im Dienste des Gemeinwohls. Volksinitiative – Die Volksinitiative „Für Geldspiele im Dienste des Gemeinwohls“ wurde am 10. September 2009 mit über 170'000 gültigen Unterschriften eingereicht. Der Bundesrat stellte der Initiative einen direkten Gegenentwurf gegenüber. Dies vor allem deswegen, weil die Initiative den Handlungsspielraum des Gesetzgebers einengt, ohne die bestehenden Probleme im Bereich der Geldspiele wirklich zu beheben. Der Gegenentwurf trägt zu einer klareren Abgrenzung der Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen bei, indem er für diese Abgrenzung auf den Lotteriebegriff und auf das bislang eine Lotterie charakterisierende Kriterium der Planmässigkeit verzichtet. Der Ständerat stimmte dem Gegenentwurf einstimmig zu. Der kleinen Kammer fiel der Entscheid umso leichter, als sogar die Initianten den Gegenvorschlag vorzuziehen. Sie haben den Rückzug der Initiative in Aussicht gestellt.

Kostentransparenz bei parlamentarischen Vorstössen - Die Zahl der parlamentarischen Vorstösse nimmt seit Jahren ständig zu. In den 14 Jahren zwischen 1984 und 1997 reichten die Räte rund 9500 Vorstösse ein - also rund 680 pro Jahr. Allein in der letzten Legislatur (2003-2007) wurden rund 4000 Vorstösse eingereicht - also rund 1000 Vorstösse pro Jahr. Dieser Trend wird sich voraussichtlich auch in der laufenden Legislaturperiode fortsetzen. Gemäss Schätzungen belaufen sich die Kosten zur Beantwortung eines Vorstosses auf durchschnittlich 6120 Franken (Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Spuhler 07.3176). Angesichts der zunehmenden Vorstossflut und angesichts der beachtlichen Kosten, die ein einzelner Vorstoss verursacht, drängt sich die Einführung der Kostentransparenz bei parlamentarischen Vorstössen auf. Leider lehnte der Ständerat die Vorlage und damit eine Massnahme ab, die geholfen hätte, die kostspielige Vorstossflut zu bändigen.

Mitsprache des Parlamentes bei Verordnungen des Bundesrates - Die Frage der Notwendigkeit eines Verordnungsvetos auf Bundesebene wird seit Jahren diskutiert und von den beiden Räten kontrovers beurteilt. Der Ständerat hat einer vom Nationalrat gutgeheissenen parlamentarischen Initiative keine Folge gegeben. Diese hatte verlangt, dass das Parlament ein Vetorecht gegen Verordnungen des Bundesrats hat. Anders als eine ähnliche SVP-Initiative aus dem Jahr 2008 berücksichtigte der Vorstoss Müller das Zweikammersystem: Gegen eine Verordnung des Bundesrats hätte nur das Veto ergriffen werden können, wenn ein Viertel der Mitglieder beider Räte dies verlangt und beide Kammern einem entsprechenden Antrag zugestimmt hätten.

Zuteilung von Organen zur Transplantation. Vereinbarung mit Liechtenstein – Les chambres ont adopté l'accord avec le Liechtenstein sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation. Ce dernier a été adopté en vote final. Au cours de la session, le Conseil des Etats l'a soutenu à l'unanimité comme le Conseil national lors de la session d'hiver 2010,. Cet accord mettra désormais les personnes domiciliées au Liechtenstein sur un pied d'égalité avec les personnes domiciliées en Suisse. En contrepartie, le Liechtenstein s'engage à prendre, dans ses hôpitaux, les mesures applicables en Suisse en vue d'identifier et de déclarer les donneurs potentiels ainsi qu'à participer proportionnellement aux coûts que la Confédération doit assumer pour l'attribution d'organes.

AHVG. Verbesserung der Durchführung – Le Conseil des Etats a, par 41 voix sans opposition, donné son feu vert aux mesures non contestées issues de la 11e révision de l'AVS. Ces points techniques devraient entrer en vigueur en janvier 2012 déjà. Le PLR soutient activement cette démarche. Le Conseil national doit encore se prononcer.

Bundesgesetz über die Unfallversicherung. Änderung – Le Conseil des Etats a accepté tacitement de renvoyer au Conseil fédéral la révision de la loi sur l'assurance accidents au gouvernement, comme le proposait le Conseil national. Dans la foulée, le Conseil des Etats a accepté de suspendre ses travaux concernant le volet de la révision dédié à l'organisation de la caisse nationale SUVA.

Revision des Zivildienstgesetzes. Erste Phase – Der Ständerat hat eine Revision des Zivildienstgesetzes bachab geschickt. Nachdem der Bundesrat auf dem Verordnungsweg markante Hürden für Zivildienstwillige eingeführt hatte, erachtete es die kleine Kammer nicht als notwendig, "Schlupflöcher" im Gesetz zu stopfen. Sie will erst die Erfahrungen mit der verschärften Verordnung abwarten, deren Änderungen im Februar in Kraft getreten sind. Der Bundesrat hat für Ende Jahr eine gründliche Evaluation dieser Änderungen im Zivildienstwesen in Aussicht gestellt. Im Nationalrat hingegen hatte der Tenor gelautet: Männer ohne echte Gewissenskonflikte sollen das Militär nicht meiden können und stattdessen Zivildienst leisten. Mit 96:63 und der Unterstützung der FDP hatte die grosse Kammer im Dezember der parlamentarischen Initiative seiner Sicherheitskommission deshalb Folge geleistet. Hintergrund war der grosse Anstieg der Zivildienstgesuche nach der Abschaffung der Gewissensprüfung und der Einführung des Tatbeweises. Bereits im zweiten Jahr nach der Einführung des Tatbeweises sank die Anzahl der Gesuche wieder. Mit dem Nein des Ständerates ist die Vorlage vom Tisch.

Beschleunigung der Bewilligungsverfahren bei Anlagen für erneuerbare Energien durch eine Koordinationsgesetzgebung – Die Bewilligungsverfahren für Anlagen zur Erzeugung von Strom aus erneuerbaren Energien sollen beschleunigt werden. Der Ständerat hat einen entsprechenden Vorstoss aus dem Nationalrat in abgeänderter Form angenommen. Der Bundesrat soll prüfen, ob für Anlagen im Bereich der erneuerbaren Energien ein Koordinationsgesetz geschaffen werden kann. Dieses soll die Verfahrensschritte aller beteiligten Behörden zeitlich und inhaltlich optimieren. Die Räte sind sich wie die FDP einig, dass die Bewilligungsverfahren heute zu langwierig und kompliziert sind. Ob eine neues Gesetz das Bewilligungsverfahren wirklich beschleunigen kann, ist alles andere als gesichert. Die FDP Alternativen wird prüfen, ob und wie das Ziel der Beschleunigung von Bewilligungsverfahren auf andere Weise als mit einem Koordinationsgesetz erreicht werden kann.

Keine Lex Chavalon – Es zeigt sich, dass die Gaskraftwerke - die sowohl von der FDP als auch von Klimaschützern bekämpft werden - vor dem Hintergrund der Diskussion um den Ersatz der bestehenden Kernkraftwerke eine neue Wende nehmen könnten. Vor nicht allzu langer Zeit haben National- und Ständerat strenge Auflagen für Gaskraftwerke beschlossen. Demnach müssen die Werke ihren CO₂-Ausstoss vollumfänglich kompensieren, und zwar zu 70% mit Projekten im Inland. Ausnahmen für das Werk Chavalon im Unterwallis lehnten die Räte und die FDP ab. Der Bundesrat beschloss in der Folge dennoch Sonderregeln für Chavalon und setzte diese auf Verordnungsebene durch: Chavalon ist demnach nicht dazu verpflichtet, wesentliche Teile der Abwärme für Heizzwecke zu nutzen. Gestützt darauf reichte Ständerat Felix Gutzwiller (FDP/ZH) eine Motion ein. Der Ständerat hat nun entschieden, dass sich zunächst seine Kommission damit befassen soll. Sie soll abklären, ob der Bundesrat gegen den Willen des Parlaments gehandelt oder seinen Ermessensspielraum genutzt hat. Eine Diskussion über Gaskraftwerke gab es dennoch: Gutzwiller rief die Politik dazu auf, unter dem Druck der "zu Recht anrollenden Atomdebatte" nun nicht einfach alle Klimaziele über Bord zu werfen. Falls Gaswerke in den Vordergrund rückten, müsse die Frage gestellt werden, welche Standorte wirklich sinnvoll seien. Chavalon sei ein ungeeigneter Standort, da er keine Wärmenutzung erlaube.

Bundesgesetz über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer – Der Ständerat hat eine Änderung des Gesetzes über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer gutgeheissen. Künftig können die Erträge aus der Verbrauchssteuer auf Flugtreibstoffen, die bis anhin aus-

schliesslich für den Strassenverkehr verwendet wurden, zugunsten des Luftverkehrs eingesetzt werden. Damit wird der Volksentscheid von 2009 zur Spezialfinanzierung Luftverkehr umgesetzt.

Kinder- und Jugendförderungsgesetz – Par 37 voix sans opposition, le Conseil des Etats a donné son feu vert à la nouvelle loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse. Il n'a apporté qu'une légère modification au projet du Conseil fédéral. La Confédération doit promouvoir plus résolument les activités extrascolaires "novatrices" et l'animation en milieu ouvert. L'objet passe au Conseil national.

Reserven in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung – Le Conseil des Etats a adopté tacitement une motion de la commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil national. Cette dernière est transmise au Conseil fédéral, lequel est chargé de présenter en temps voulu, et si nécessaire au moyen de la procédure d'urgence, un projet de révision de loi portant sur la politique de réserves menée par les assureurs-maladie. A noter que le ministre de la santé Didier Burkhalter n'a pas attendu l'adoption de cette motion pour agir ; des projets sont en cours.

Nationales Verhüllungsverbot im öffentlichen Raum – Der Ständerat lehnte die Forderung des Aargauer Kantonsparlaments ab, das Tragen von gesichtsverhüllenden Kleidungsstücken schweizweit zu verbieten. Die Aargauer hatten ein Verhüllungsverbot für jede Form der Vermummung gefordert. Vom Verbot ausnehmen wollten sie nur Winterbekleidung, Fasnachtsmasken und Ähnliches. Dieser Entscheid ist im Sinne der liberalen Tradition der FDP. Gesetzliche Eingriffe und Verbote sind nur dann zu rechtfertigen, wenn es erstens ein reales Problem zu beheben gibt, und wenn zweitens diese Massnahmen das Problem auch beheben können.

Mehrwertsteuer-Einheitssatz – Teil B der MWST-Revision – Zur Freude der FDP lehnt der Ständerat einen Einheitssatz bei der Mehrwertsteuer nicht grundsätzlich ab. Während der Nationalrat in der Wintersession die Vorlage an den Bundesrat zurückwies mit dem Auftrag, ein Zweisatzmodell auszuarbeiten, will der Ständerat zumindest über den Einheitssatz diskutieren. Mit 19:18 sprach er sich gegen eine Rückweisung aus. Ob aus dem Einheitssatz noch etwas wird, ist jedoch weiterhin ungewiss. Es ist leider wahrscheinlich, dass der Nationalrat an seinem Rückweisungsentscheid festhalten wird. Damit müsste anschliessend der Bundesrat eine neue Vorlage ausarbeiten. Die Chance für eine wirkungsvolle Vereinfachung der Mehrwertsteuer durch einen Einheitssatz und die Abschaffung der meisten Ausnahmen wäre damit vertan, zum grossen Bedauern der FDP.

Eigenmietwertbesteuerung – Der Ständerat will die Eigenmietwertbesteuerung für alle abschaffen. Mit 28:3 empfahl er die Initiative "Sicheres Wohnen im Alter" zur Ablehnung, welche die Abschaffung des Eigenmietwerts lediglich für Hauseigentümer im Rentenalter vorsieht. Dafür verabschiedete der Ständerat mit 17:12 einen indirekten Gegenvorschlag. Dieser sieht vor, die Besteuerung des Eigenmietwerts generell aufzuheben. Gleichzeitig sollen Schuldzinsenabzüge bis zu 6000 Fr. während 20 Jahren vom steuerbaren Einkommen abzugsfähig sein, wobei sich der Abzug jährlich um 5% vermindert. Im Gegensatz zum Bundesrat will der Ständerat auch weiterhin die Unterhaltskosten zum Abzug zulassen, bis zu 6'000 Fr. pro Jahr (alle fünf Jahre das Doppelte). Die FDP begrüsst grundsätzlich den Systemwechsel, damit verschwindet der heute bestehende Fehlanreiz für das Schuldenmachen. Die Frage der Höhe des möglichen Schuldzinsenabzug und der Unterhaltsabzüge werden bei der Beratung im Nationalrat noch geprüft werden müssen. Auch der Nationalrat hat sich in dieser Session mit dem Eigenmietwert befasst. Gegen den Willen des Bundesrates hat er mit 102:63 eine Motion der FDP angenommen, die eine Änderung bei der Eigenmietwertbesteuerung vorsieht. Die FDP fordert, dass nach wertvermehrenden energetischen Sanierungen an Grundeigentum der Eigenmietwert während "einer angemessenen Zeitdauer" teilweise nicht besteuert und der Steuerwert vergünstigt wird.

Stärkung der Säule 3a. Selbstverantwortung in der Altersvorsorge – Le Conseil des Etats a rejeté par 21:8 une motion du Groupe libéral-radical exigeant une augmentation du montant maximal que les salariés et les indépendants peuvent déduire de leur revenu imposable pour les cotisations au pilier 3a. Le Conseil national y avait pourtant donné suite par 110:55.

Schweizer Beteiligung an der KFOR. Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes – Die Swisscoy soll im Kosovo bleiben. Der Ständerat hat als Erstrat einer Verlängerung des Einsatzes bis Ende 2014 zugestimmt. Nach dem Willen des Ständerates soll der Bundesrat den Maximalbestand der Einheit auch aufstocken können, und zwar um 80 auf 300 Personen für maximal ein Jahr. Bisher konnte der Bundesrat die Truppe höchstens um 50 Personen aufstocken. Im Ständerat war all dies weitgehend unbestritten: Einzig Maximilian Reimann (SVP/AG) sprach sich dagegen aus. Die Schweiz sollte in den zivilen Aufbau des Kosovo investieren, argumentierte er.

Zivile friedensfördernde Massnahmen im Rahmen des VBS. Rahmenkredit 2012-2015 – Der Ständerat will die Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH Zürich in den nächsten vier Jahren mit 26,4 Millionen Franken unterstützen. Der Bundesrat wollte den Rahmenkredit um fast einen Drittel auf 20,4 Millionen Franken kürzen. Die kleine Kammer stimmte aber nur Einsparungen im gleichen Umfang wie bei den Genfer Zentren für zivile Friedensförderung zu. Besonders am Herzen lagen ihr die Aktivitäten des international renommierten International Relations and Security Network.

Massnahmen gegen Cyberwar – Die Schweiz soll sich für den Cyberwar rüsten. Nach dem Nationalrat hat auch der Ständerat mit der Unterstützung der FDP eine Motion überwiesen, die den Bundesrat mit der Schaffung entsprechender gesetzlicher Grundlagen beauftragt.

Integrationsrahmengesetz – Seit Jahren setzt sich die *FDP.Die Liberalen* für ein Integrationsrahmengesetz ein – geleitet vom Prinzip „fordern und fördern“. Der Ständerat hat sich deutlich für die Notwendigkeit einer Stärkung der Integration von Ausländern ausgesprochen, ohne jedoch die Kompetenzen der Kantone anzutasten. Die Praxis bei der Integration von Ausländern soll vereinheitlicht werden. Nach dem Nationalrat hat auch der Ständerat der Motion zugestimmt, jedoch in abgeänderter Form. Der Ständerat möchte die allgemeinen Bestimmungen zur Integration nicht zwingend in einem eigenen Integrationsrahmengesetz regeln. Der Bundesrat solle diese Neuerungen auch im Ausländergesetz festschreiben können.

Neues System für die Erhebung der Radio- und Fernsehgebühren – Radio- und Fernsehgebühren soll künftig auch bezahlen müssen, wer kein Empfangsgerät hat. Nach dem Nationalrat hat sich auch der Ständerat dafür ausgesprochen. Er möchte aber kleine Betriebe von der Gebührenpflicht ausnehmen. Das heutige System ist nicht mehr zeitgemäss, weil Radio- und Fernsehprogramme auch über Handys und Computer empfangen werden können. Als der Bund jedoch ankündigte, künftig für den Empfang via Handy und Computer Gebühren zu erheben, stiess dies auf Kritik. Auf Geheiss des Parlaments legte der Bundesrat Alternativen vor - und sprach sich dafür aus, dass künftig jeder Haushalt und jeder Betrieb Radio- und TV-Gebühren bezahlen soll. Das Gewerbe meldete Protest an, was wiederum zu Vorstössen im Parlament führte. Die FDP unterstützt eine Reform. Diese sollte aber nicht dazu führen, dass der SRG weitere Einnahmen zufließen und keine ungerechte Doppelbelastungen entstehen. Die FDP wird Bundesrätin Leuthard in die Pflicht nehmen, weil sie in Aussicht gestellt hat, dass die Gebühren mit dem neuen System sinken würden, und zwar - ohne Ausnahme für Kleinbetriebe - um rund 100 Fr. Heute betragen die Gebühren für Radio- und TV-Empfang 462 Fr. im Jahr.

Gotthard-Strassentunnel: Zweite Röhre – Der Ständerat verlangt vom Bundesrat zusätzliche Abklärungen zur Sanierung des Gotthard-Strassentunnels. Er hat die Behandlung einer Motion sistiert, die den Bau einer zweiten Gotthard-Strassenröhre forderte. Sie wollen den Vorstoss erst behandeln, wenn zusätzliche Angaben vorliegen über die Auswirkungen einer vorübergehenden Schliessung des Tunnels auf die Wirtschaft der Kantone Tessin und Uri. Der Bundesrat stellte in Aussicht, die nötigen Entscheidungsgrundlagen in der ersten Hälfte 2012 vorzulegen.

Finanzielle Mittel für die Landwirtschaft in den Jahren 2012 und 2013 – Le Conseil des Etats a adopté par 38 voix sans opposition une enveloppe de 6,86 milliards de frs. pour 2012-2013 en faveur de l'agriculture. Contrairement au National, qui veut accorder 130 millions de plus que le gouvernement, il estime que 122 millions supplémentaires suffisent.

Milchmengensteuerung für marktgerechte Milchmengen– Le Conseil des Etats a refusé de réintroduire le contingentement laitier comme voulu par le Conseiller national UDC Andreas Aebi. Le Conseil des Etats a ainsi renvoyé sa motion en commission par 23 voix contre 12, permettant de donner ainsi à la branche du temps pour trouver un arrangement.

Förderung von Bildung, Forschung und Innovation im Jahr 2012 – Le Conseil des Etats a débattu du message FRI portant sur l'année 2012 et a décidé une augmentation du plafond de dépenses à 711,25 mio de frs. et du crédit d'engagement à 83 mio de frs. dans l'arrêté fédéral relatif au financement de la formation professionnelle. Pour le financement des hautes écoles spécialisées, le Conseil des Etats a approuvé une augmentation à 439,4 mio de frs. du plafond de dépenses pour les contributions aux frais d'exploitation. Le PLR soutient l'augmentation des moyens en faveur de la formation professionnelle dans la mesure où la Confédération est de par la loi obligée de participer au financement de la formation professionnelle à hauteur de 25%. Or, ces 25% ne sont aujourd'hui pas atteints. Ce financement ne doit à l'avenir pas avoir lieu au détriment des universités et des EPF.

18. Vorstösse der Fraktion FDP-Liberale

Interpellation. Financement hospitalier: tout change pour que rien ne change? – Le nouveau financement hospitalier doit entrer en vigueur le 01.01.2012. Or, de nombreux cantons refusent d'appliquer cette loi ou introduisent dans leurs dispositions cantonales des obstacles à une application correcte du nouveau système. Le Groupe RL demande la mise en place d'une cellule d'intervention placée sous la direction de la Confédération réunissant tous les cantons récalcitrants.

Postulat. Exportorientierte KMU unterstützen – Devisen-Absicherungs-Geschäfte durch die Exportrisikoversicherung SERV prüfen – Wir beauftragen den Bundesrat zu prüfen, ob angesichts der andauernden Frankenstärke für unsere exportorientierten KMU auf dem Markt tragbare Möglichkeiten bestehen, Währungsabsicherungsgeschäfte abzuschliessen, oder ob allenfalls die Schweizerische Exportrisikoversicherung für eine Übergangszeit solche Währungsabsicherungsgeschäfte gegen eine kostendeckende Prämie anbieten soll.

Auswirkung von Steuerreformen auf das Steueraufkommen – Die SP-Fraktion reichte eine Motion ein, welche verlangt, dass der Bundesrat aufgrund angeblich zu hoher Steuerausfälle den Wechsel zum Kapitaleinlageprinzip zumindest teilweise mit einem dringlichen Beschluss wieder rückgängig macht. Die Linke greift unseren ehemaligen Bundesrat Merz an und wirft ihm vor, das Volk bei der Abstimmung nicht ausreichend informiert zu haben. Im April findet auf Verlangen der Linken eine ausserordentliche Session zum Thema statt. Die FDP-Liberale Fraktion will, dass ihre Argumente zur Verteidigung des Systemwechsels in die Diskussion eingehen und hat deshalb zwei Interpellationen zum Thema eingereicht.

19. Schlussabstimmungen

Mit den Schlussabstimmungen zu 13 Vorlagen haben die eidgenössischen Räte am Freitag die dreiwöchige Frühjahrsession abgeschlossen. Mit Ausnahme der Verordnung zum Parlamentsressourcengesetz unterstehen alle Vorlagen dem fakultativen Referendum.

Parlamentarisch unter Dach kamen:

- › mit 96:86 Stimmen bei 5 Enthaltungen (Nationalrat) und 23:19 Stimmen bei 1 Enthaltung (Ständerat) das Bundesgesetz über die Buchpreisbindung, das vier Jahre nach deren Abschaffung wieder regulierte Buchpreise bringt;
- › mit 98:88 Stimmen bei 1 Enthaltung und 23:20 Stimmen bei 1 Enthaltung das Familienzulagen-gesetz das die Grundlage schafft, damit in Zukunft auch Selbständigerwerbende Kinderzulagen erhalten;

- › mit 182:4 Stimmen bei 3 Enthaltungen und 33:0 Stimmen bei 1 Enthaltung das Psychologieberufesgesetz, das die Anforderungen für die Erlangung solcher Berufstitel präzisiert, um den Wildwuchs einzudämmen;
- › mit 130:58 Stimmen und 44:0 Stimmen der Bundesbeschluss über die Genehmigung des Abkommens zwischen der Schweiz und Eurojust, das die Zusammenarbeit mit der EU in Justizfragen auf eine solidere Grundlage stellt;
- › mit 122:62 Stimmen bei 6 Enthaltungen und 43:0 Stimmen bei 1 Enthaltung eine Revision des CO2-Gesetzes als Gegenvorschlag zur Offroadinitiative;
- › mit 125:57 Stimmen bei 9 Enthaltungen und 33:7 Stimmen bei 3 Enthaltungen das erste Massnahmenpaket der 6. IV-Revision, das durch die Überprüfung bestehender Renten und neuen Wiedereingliederungsinstrumenten 17'000 IV-Rentner in den Arbeitsmarkt zurückführen will;
- › mit 137:46 Stimmen bei 8 Enthaltungen und 42:0 Stimmen bei 2 Enthaltungen eine Revision des Bundesgesetzes über die Schweizerischen Bundesbahnen, die die Grundlage dafür schafft, dass der Bund der stark unterdeckten SBB-Pensionskasse einen Sanierungsbeitrag von 1,148 Milliarden Franken leistet;
- › mit 189:0 Stimmen und 44:0 Stimmen eine Anpassung des Bankengesetzes mit welcher der gestärkte Einlegerschutz ins ordentliche Recht überführt wird;
- › mit 179:8 Stimmen bei 1 Enthaltung und 44:0 Stimmen der Bundesbeschluss über die Genehmigung und die Umsetzung des Übereinkommens des Europarates über die Cyberkriminalität;
- › mit 191:0 Stimmen und 44:0 Stimmen der Bundesbeschluss über die Genehmigung der Vereinbarung zwischen der Schweiz und Liechtenstein betreffend die Zuteilung von Organen zur Transplantation;
- › mit 184:0 Stimmen bei 7 Enthaltungen und 43:0 Stimmen das Bundesgesetz über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer, das die Verbrauchssteuer auf Flugtreibstoffen neu für den Luftverkehr reserviert;
- › mit 112:70 Stimmen bei 10 Enthaltungen und 43:0 Stimmen bei 1 Enthaltung die Verordnung der Bundesversammlung zum Parlamentsressourcengesetz, das die Entschädigung von Ratsmitglieder erhöht, die im Ausland wohnen;
- › mit 186:0 Stimmen und 44:0 Stimmen der Bundesbeschluss über die Genehmigung des Abkommens zwischen der Schweiz und Russland über den Schutz der geografischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen.